

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/102**

**G/SCM/W/111**

13 octobre 1995

(95-3043)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET  
REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT  
BRESILIEN<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE  
L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 octobre 1995.

Au sujet de la notification de lois et réglementations présentée par le Brésil au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires au titre de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires du GATT de 1994 (G/ADP/N/1/BRA/1-G/SCM/N/1/BRA/1 daté du 5 avril 1995), le Canada souhaite aborder les points suivants:

Selon le document G/SCM/N/1/BRA/1, l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et les accords qui y sont joints en annexe ont été incorporés intégralement dans la législation brésilienne, en vertu du Décret n° 1355 du 30 décembre 1994. Le document de l'OMC indique également que le gouvernement brésilien est en train d'élaborer un nouveau règlement concernant les mesures destinées à éviter les effets des pratiques commerciales déloyales, conformément aux dispositions des accords susmentionnés, qui viendra s'ajouter à la Mesure provisoire n° 926 (régissant l'application des droits) reproduite dans le document G/SCM/N/1/BRA/1.

1. Dans la mesure où les accords visés sont censés être incorporés, s'appliquer aux enquêtes et prévaloir sur toute autre disposition contraire ou différente des lois antérieures, le Brésil peut-il indiquer les parties précises de sa législation existante qui continueront de s'appliquer aux enquêtes, les articles qui seront modifiés et la manière exacte dont ces articles seront modifiés?
2. Le Brésil pourrait-il indiquer si les Accords constitueront le droit généralement applicable et si, en cas de conflit, ils l'emporteront sur toute autre loi brésilienne avec laquelle ils seraient en contradiction?
3. Y a-t-il des moyens qui permettent aux intérêts nationaux de se prévaloir des lois brésiliennes (par exemple un recours constitutionnel) pour empêcher le gouvernement de mettre en oeuvre la décision d'un groupe spécial établi par l'ORD?

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/BRA/1-G/SCM/N/1/BRA/1.

4. Le gouvernement brésilien a-t-il l'intention de mettre en oeuvre toutes les modifications (mentionnées dans l'Appendice) au moyen de son projet de loi visant à permettre d'opérer des modifications administratives? Le gouvernement brésilien pourrait-il indiquer quand le règlement visant à permettre d'opérer des modifications administratives sera notifié au Comité?

5. Le Brésil mettra-t-il en oeuvre les nouvelles obligations (dont il est question dans l'Appendice) au moyen de règlements ou de pratiques administratives?

6. Quel mécanisme juridique la loi brésilienne prévoit-elle pour la mise en oeuvre des décisions d'un groupe spécial de l'OMC?

#### Questions spécifiques concernant la législation soumise le 5 avril 1995

1. En vertu de l'article 2 de la Mesure provisoire n° 926, les autorités brésiliennes peuvent appliquer des mesures provisoires après avoir procédé à une analyse préliminaire. Le délégué brésilien pourrait-il préciser si le Brésil donne à l'expression "analyse préliminaire" le même sens que celui donné dans l'Accord de l'OMC à l'expression "détermination préliminaire positive"? Par exemple, est-ce que les autorités publieront et communiqueront aux parties intéressées un avis contenant les renseignements requis avant d'imposer des droits provisoires, conformément à l'article 12 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994?

2. En vertu de l'article 3 de la Mesure provisoire n° 926, le SRF du Ministère des finances brésilien peut accepter un dépôt en espèces ou une garantie bancaire au cours de la période qui s'écoule entre le moment où les droits provisoires sont appliqués et la décision finale. Le paragraphe 1 précise que:

S'agissant de la garantie, il faut toujours utiliser, pour tenir compte de l'inflation, le même indice que celui qui est utilisé aux fins de l'impôt fédéral, y compris pour les intérêts, et cela à compter de la date à laquelle les droits provisoires sont imposés.

Le délégué brésilien pourrait-il indiquer si, dans le cas où l'importateur remet un dépôt en espèces et que, soit la procédure est close, soit la détermination finale conduit à l'absence de dommage, les autorités brésiliennes feront de même en ce qui concerne le remboursement du dépôt (c'est-à-dire tiendront compte de l'inflation et incluront les intérêts)?

3. L'article 4 de la Mesure provisoire n° 926 spécifie les dispositions applicables aux engagements mais ne prévoit pas de délai pour les accepter. Selon l'article 8.2 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, des engagements en matière de prix ne seront pas demandés ou acceptés avant qu'une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage n'ait été établie. Le délégué brésilien pourrait-il indiquer quelle est la disposition des lois antidumping brésiliennes qui fixe ce délai?

#### Questions concernant la transparence du processus

Le paragraphe qui suit l'article 6 de la Mesure provisoire n° 926 énonce les renseignements qui figureront dans les décrets imposant les droits antidumping, provisoires ou définitifs.

1. Le délégué brésilien pourrait-il indiquer si les autorités brésiliennes publieront un avis contenant les renseignements relatifs à un décret concernant un engagement en matière de prix et communiqueront ces renseignements aux parties intéressées, ainsi que l'exige l'article 12.2 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994?

2. Le délégué brésilien pourrait-il indiquer s'il sera donné avis au public des décrets imposant des droits antidumping, provisoires ou définitifs, et si les parties intéressées en seront notifiées ainsi que l'exige l'article 12.2 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994?

3. Le délégué brésilien pourrait-il indiquer si, au moment d'ouvrir une enquête antidumping, l'autorité chargée de l'enquête publiera et communiquera aux parties intéressées un avis contenant les renseignements prévus à l'article 12.1.1 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994?

Questions concernant l'équité procédurale

1. Le délégué brésilien peut-il préciser comment le Brésil entend mettre en oeuvre les obligations concernant l'équité procédurale? Par exemple, quelles possibilités les autorités ménagent-elles aux parties intéressées de préparer et de fournir des renseignements?

## Appendice

### Modifications apportées à l'Accord antidumping qui revêtent un intérêt primordial pour le Canada

#### **Détermination de l'existence d'un dumping (article 2)**

Ventes à un prix inférieur au coût - Valeur normale fondée sur le coût de production majoré ou sur les ventes à un pays tiers (article 2.2 - **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

Éléments non renouvelables (article 2.2.1.1 - **NOUVEAU**)

Opérations de démarrage (article 2.2.1.1 - **NOUVEAU**)

Montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, fondés sur des données réelles (article 2.2.2 - **NOUVEAU**)

Dispositions en matière de comparaison équitable (article 2.4 **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

Utilisation des taux de change - Mouvements durables (article 2.4.1- **NOUVEAU**)

Détermination de l'existence d'un dumping: phase d'enquête (article 2.4.2 - **NOUVEAU**)

Dumping ciblé (article 2.4.2 - **NOUVEAU**)

Transit (article 2.5)

#### **Détermination de l'existence d'un dommage**

Cumul (article 3.3 - **NOUVEAU**)

Analyse du dommage/lien de causalité (article 3.4 - **quelques NOUVEAUX éléments**)

Dommage causé par d'autres facteurs qui ne doit pas être imputé au dumping (article 3.5 - **NOUVEAU**)

Menace de dommage important (article 3.7 - **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

#### **Demandes/plaintes**

Contenu de la plainte (article 5.2 - **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

Obligation expresse d'examiner l'adéquation et l'exactitude des éléments de la plainte (article 5.3 - **NOUVEAU**)

### **Règles relatives à l'ouverture d'une enquête**

Soutien (article 5.4 - **NOUVEAU**)

Obligation pour les autorités d'éviter de rendre publiques les plaintes (article 5.5 - **NOUVEAU**)

Notification de la plainte (article 5.5 - **NOUVEAU**)

Conduite des enquêtes (article 5.8 - **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

### **Éléments de preuve**

Garanties d'une procédure régulière (article 6 - **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

Echantillonnage (article 6.10 - **NOUVEAU**)

Intérêt public (article 6.12 - **NOUVEAU**)

### **Transparence**

Avis au public et explication des déterminations (article 12 - **plusieurs NOUVEAUX éléments**)

### **Mesures provisoires**

Ouverture de l'enquête conformément aux règles, avis au public et possibilité pour les parties intéressées de donner des renseignements et de formuler des observations (article 7.1 i) - **NOUVEAU**)

Il ne doit pas être appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête (article 7.3 - **NOUVEAU**)

### **Mesures finales**

Imposition et recouvrement de droits (article 9)

Détermination de la marge pour les exportateurs qui n'ont pas été retenus dans les échantillons (article 9.4 - **NOUVEAU**)

Réexamens selon des procédures accélérées (article 9.5 - **NOUVEAU**)

### **Engagements en matière de prix**

Délai pour accepter des engagements en matière de prix (c'est-à-dire pas avant qu'une détermination préliminaire n'ait été établie) (article 8.2 - **NOUVEAU**)

### **Extinction**

Durée et réexamen des droits antidumping et des engagements en matière de prix (article 11 - **NOUVEAU**)

**Révision judiciaire**

Procédure de révision judiciaire indépendante (article 13 - **NOUVEAU**)

**Dispositions finales**

Interdiction de prendre des mesures non fondées sur l'Accord (article 18.1 - **NOUVEAU**)

Mesures transitoires (article 18.3 - **NOUVEAU**)